



Conseil économique et social

Distr. générale
17 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle

Déclaration présentée par World Evangelical Alliance, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, nous avons une chance unique à saisir. En ce moment clef de notre histoire, nous fêtons les 20 ans de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue en 1995 à Beijing, mais l'année 2015 marque également les 70 ans d'existence des Nations Unies. De plus, les États Membres, qui se sont réunis dans le cadre du Sommet sur le climat de 2014 et qui se réuniront à nouveau lors de la vingt et unième session de la Conférence des parties au Protocole de Kyoto (Paris, septembre 2015), travaillent actuellement à l'adoption du prochain cadre de développement, à savoir les objectifs de développement durable, prévue pour septembre prochain.

Le multipartenariat est indispensable pour atteindre les objectifs du programme de développement pour l'après-2015. En particulier, la société civile doit continuer à travailler en tandem avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies et le secteur privé. Nous tenons toutefois à attirer l'attention sur une catégorie de parties prenantes souvent négligée : les organisations confessionnelles. Il s'agit de partenaires essentiels, de nombreux chefs religieux étant les piliers de la société dans le monde entier. Ils jouent un rôle important dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, dans la promotion des droits de l'homme et dans la promotion du développement, tous ces thèmes étant reliés les uns aux autres et liés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et filles.

World Evangelical Alliance se consacre à la promotion de l'unité chrétienne. Ce réseau, créé en 1846, relie les églises de 129 nations, elles-mêmes regroupées en alliances évangéliques nationales, à plus de 100 organisations internationales, proposant ainsi à plus de 650 millions de chrétiens évangéliques une identité, une voix et une plateforme au plan mondial. World Evangelical Alliance est particulièrement bien placée pour représenter ses membres; elle promeut les valeurs évangéliques, s'intéresse aux préoccupations des personnes marginalisées et les défend. Les travaux de World Evangelical Alliance incluent son engagement auprès des Nations Unies, la diplomatie de couloir avec les gouvernements et sa coopération avec les médias sur des problèmes de portée mondiale.

World Evangelical Alliance travaille sur de nombreuses questions en rapport avec l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et filles.

Après le Sommet du Millénaire, qui s'est tenu en 2000, World Evangelical Alliance a créé le Micah Challenge, réponse d'inspiration religieuse aux objectifs du Millénaire pour le développement visant à éliminer la pauvreté, qui touche davantage les femmes et les enfants. Avec l'achèvement des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, nous sommes heureux d'annoncer le lancement d'une nouvelle initiative baptisée Micah : réponse de l'église locale au programme de développement pour l'après-2015.

L'objectif du Millénaire pour le développement n° 2 consiste à assurer l'éducation primaire pour tous. Si des progrès considérables ont été réalisés à cet égard, 58 millions d'enfants, dont beaucoup de filles, ne sont toujours pas scolarisés. Dans le cadre de la campagne « A World At School » pour l'éducation dans le monde, World Evangelical Alliance est membre de la Global Faiths Coalition, au sein de laquelle nous nous efforçons de faire tomber les obstacles à la scolarisation tels que le mariage d'enfants et le travail des enfants. Nous sommes

également fiers de participer à la pétition UpForSchool rassemblant des signatures en provenance du monde entier, qui sera présentée à l'Assemblée générale lors de sa soixante-dixième session, pour réclamer l'éducation pour tous les enfants, notamment pour les filles, dans le monde entier.

En dépit des progrès accomplis depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, nous devons admettre que la violence à l'encontre des femmes et des filles n'a pas disparu. Nous condamnons toute forme de violence à l'encontre des femmes et des filles et notre équipe spéciale chargée de lutter contre la traite d'êtres humains fournit aux églises locales les outils et les ressources nécessaires à la protection des victimes et à la prévention de la traite d'êtres humains.

Au plan local, les églises s'efforcent également d'autonomiser les victimes, essentiellement des femmes et des filles, en reconnaissant leur traumatisme et en leur offrant des moyens de formation et un soutien de la communauté.

Les femmes et filles sont également confrontées à la violence dans leurs propres communautés et dans leurs foyers lorsqu'elles effectuent des tâches ménagères telles que le ravitaillement en eau. Selon ONU-Eau, les femmes et filles du monde entier passent près de six heures par jour à aller chercher de l'eau. Leur sécurité est souvent menacée et le temps passé à ravitailler le foyer en eau pourrait et devrait être utilisé pour des activités plus productives, telles que l'éducation et les activités économiques. Comme le précise ONU-Eau dans sa note d'orientation sur les femmes, l'eau et l'assainissement, l'accès à l'eau potable est un droit fondamental essentiel pour parvenir à l'égalité des sexes, au développement durable et à l'atténuation de la pauvreté. En 2013, dans le cadre de la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, nous avons organisé une manifestation parallèle avec l'organisation Water is Basic et la Mission permanente du Soudan du Sud auprès de l'ONU, durant laquelle nous présentions la vie d'une enfant de 12 ans, Jina, dans le village de Hai, au Soudan du Sud. Deux fois par jour, Jina faisait plusieurs kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau, souvent insalubre et non potable. Lorsque l'organisation Water is Basic a foré un puits dans son village, elle a pu aller à l'école. Nous savons qu'il peut en être de même pour des millions de femmes et filles dans le monde entier qui se chargent au quotidien du ravitaillement en eau. Nous invitons donc la communauté internationale à assurer un accès équitable et universel à l'eau.

Nous reconnaissons que les femmes et filles « soutiennent la moitié du ciel ». Pour cette simple raison, leur promotion est indispensable au maintien de la paix et de la prospérité des sociétés. Les gouvernements doivent continuer d'accroître la participation des femmes aux postes de direction et de décision au moyen de mécanismes institutionnels et poursuivre la conception de politiques visant l'autonomisation économique des femmes et filles.

Nous invitons également les États Membres à adhérer aux principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la Déclaration sur le droit au développement. Au moment où nous nous préparons à adopter les objectifs de développement durable, nous souhaitons un cadre de développement novateur et axé sur l'humain. Le programme de développement durable doit adopter une approche fondée sur les droits. Si des progrès considérables ont été accomplis en matière d'égalité des sexes et

d'autonomisation des femmes et filles, il reste encore beaucoup à faire. World Evangelical Alliance continuera de travailler avec son réseau, les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les autres partenaires de la société civile pour faire de l'égalité des sexes une réalité. Comme le dit Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, il nous incombe à toutes et à tous d'œuvrer à la pleine mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, car chaque fois qu'une femme ou une fille est victime de la discrimination ou de la violence, c'est l'humanité qui est perdante.
